

ÉDITION
2^E SEMESTRE
2025



ENQUÊTE DE
CONJONCTURE
DES ENTREPRISES

BAROMÈTRE DE L'ÉCONOMIE



PARTIE THÉMATIQUE:
INCERTITUDES
ÉCONOMIQUES ET
GÉOPOLITIQUES

» LA CONJONCTURE

Le score synthétique du Baromètre de l'Économie du 2ème semestre 2025 atteint **51,8/100**, en quasi-stabilité par rapport au semestre précédent (51,4/100), confirmant que **l'économie peine à retrouver un véritable élan**.

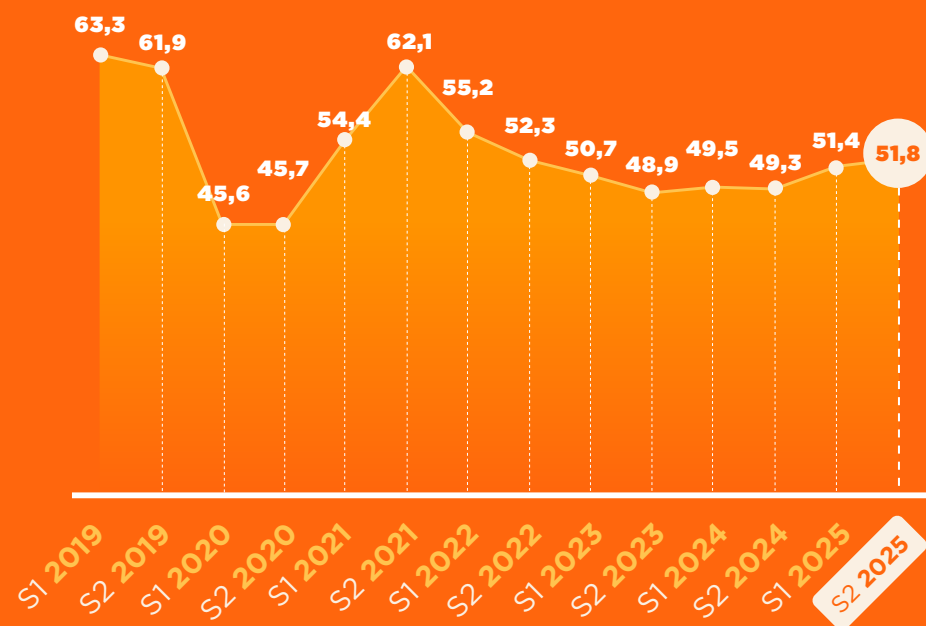
L'**activité des six derniers mois** s'est révélée moins dynamique qu'anticipé, particulièrement dans l'**industrie**, l'**HORECA** et le **commerce**, mais aussi dans la **construction** et les **services non financiers**. Les **services financiers** se distinguent par leur stabilité et même une activité en progression pour un tiers du secteur, ainsi qu'une confiance en l'avenir en forte progression par rapport au début de l'année.

Les perspectives d'évolution de l'**activité pour les six prochains mois** sont plus optimistes : la part des entreprises anticipant une baisse recule, et les prévisions de **chiffre d'affaires national pour 2026** s'améliorent, avec une majorité tablant sur la stabilité et un quart sur une hausse. Les **exportations**, bien que limitées à 18% des entreprises, affichent des signaux positifs, notamment dans l'industrie et les services.

Cependant, cette prudente embellie s'inscrit dans un environnement économique encore contraint : l'inquiétude sur la **surréglementation** pour 2026 progresse (+8 points en un an), le **coût du travail** et la **pénurie de main-d'œuvre qualifiée** demeurent les principaux défis, et la **confiance dans l'économie luxembourgeoise** stagne à 67%, loin des niveaux d'avant-crise sanitaire. Si 78% des dirigeants se disent confiants dans l'avenir à moyen terme de leur entreprise, cet optimisme contraste avec une conjoncture internationale incertaine et des tensions persistantes sur l'énergie et les matières premières.

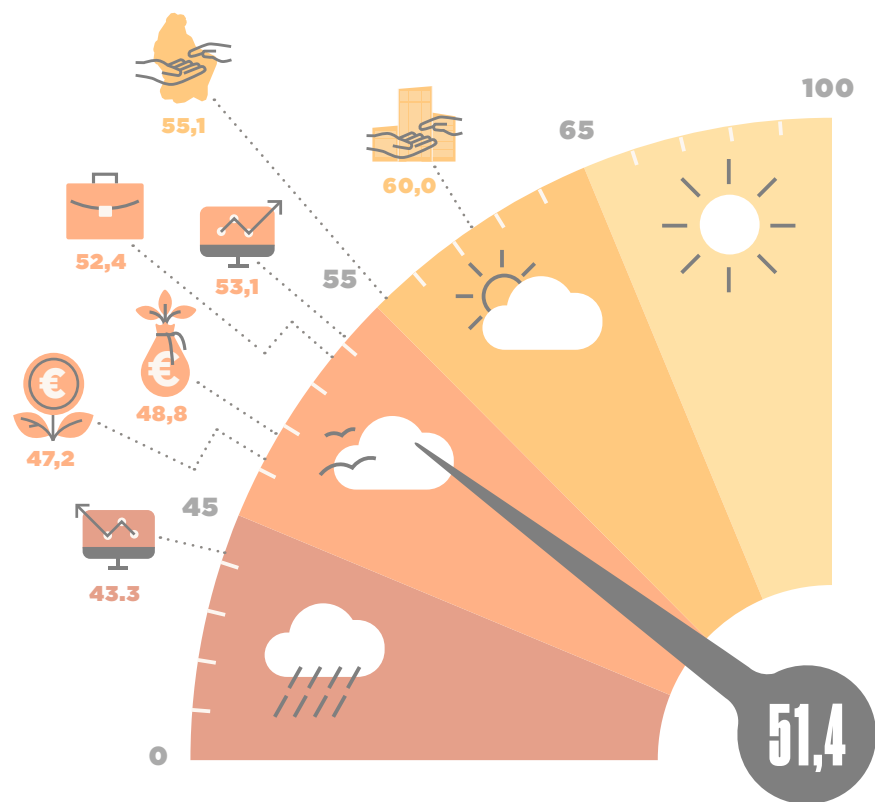
Les entreprises croient en leur résilience, mais la reprise reste fragile : vigilance et adaptation seront les maîtres mots des prochains mois.

Évolution du score du Baromètre de l'Économie*

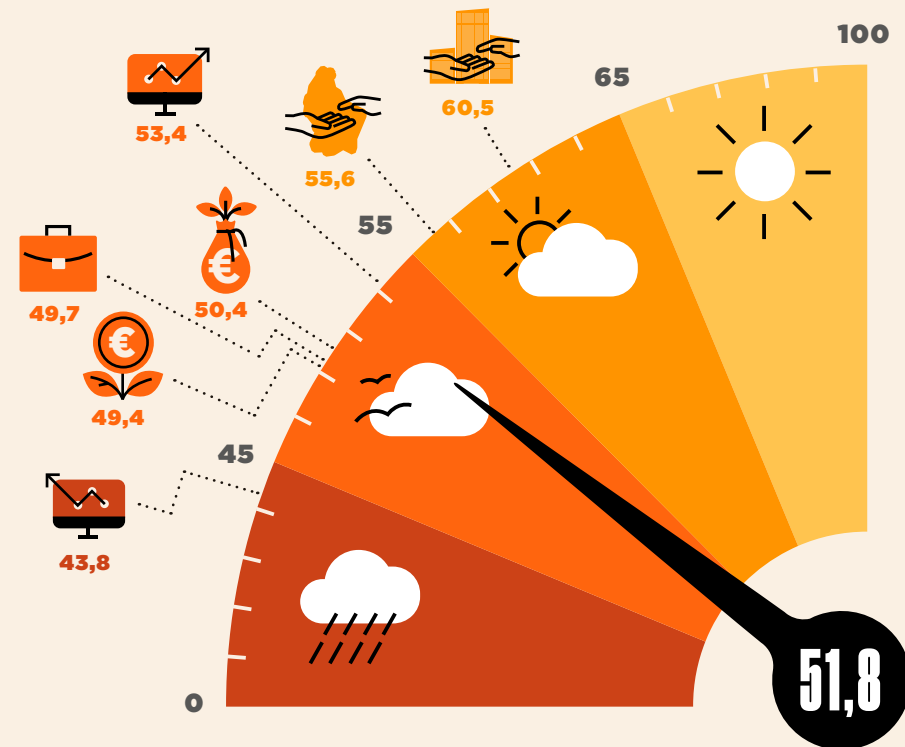



* Le score du Baromètre de l'Économie (sur 100) correspond à la moyenne des 7 indicateurs de conjoncture: confiance dans l'avenir (entreprise et économie), activité (six derniers mois et six prochains mois), emploi, rentabilité et investissements.

S1 2025





S2 2025




 Activité des 6 derniers mois


 Emploi

 Investissements

 Confiance dans l'avenir de l'économie luxembourgeoise

 Activité des 6 prochains mois

 Rentabilité

 Confiance dans l'avenir de l'entreprise

 Score du Baromètre de l'Économie

» ACTIVITÉ



ACTIVITÉ 6 DERNIERS ET 6 PROCHAINS MOIS

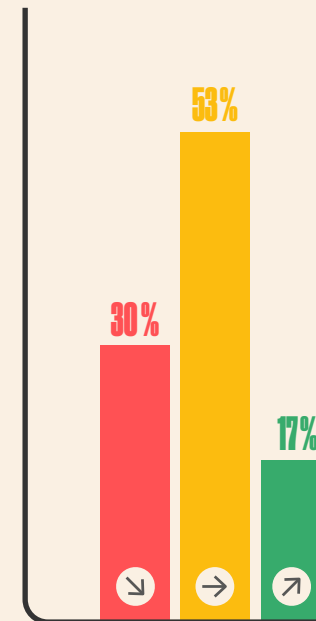
L'activité économique des six derniers mois s'est révélée moins dynamique qu'anticipé lors de l'enquête du 1^{er} semestre, et ce dans tous les secteurs, malgré une majorité des entreprises (53%) ayant connu une activité stable. Alors que 18% prévoyaient une baisse de leur activité au 1^{er} semestre, ce sont finalement 30% qui ont enregistré un recul. A l'inverse, 24% s'attendaient à une hausse, mais seules 17% en ont connu une.

Parmi les entreprises ayant enregistré une baisse de leur activité au cours des 6 derniers mois (30%), 14% l'avaient anticipée, 12% tablaient sur une stabilité et 4% sur une hausse. **Quant aux 24% des entreprises qui prévoyaient une progression de leur activité, 10% ont finalement connu une stabilisation et 5% une diminution.**

Les perspectives pour les 6 mois à venir sont, comme tous les semestres, plus optimistes : la part des entreprises anticipant une baisse d'activité recule à 17%, tandis que 24% des entrepreneurs s'attendent à une hausse.

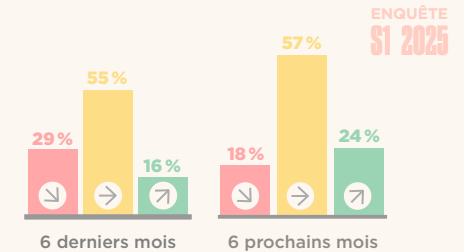
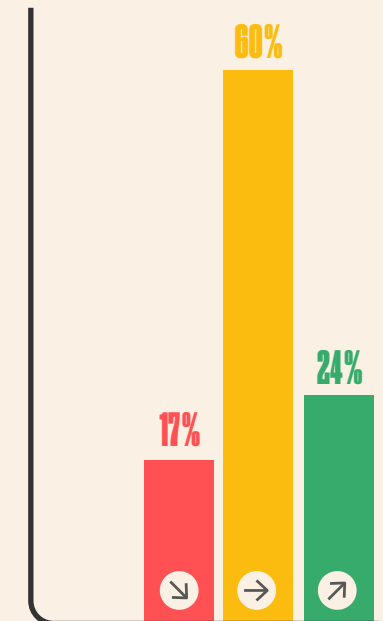
ENQUÊTE S2 2025

ÉVOLUTION RÉELLE DE L'ACTIVITÉ AU COURS DES 6 DERNIERS MOIS



■ En diminution ■ Stable ■ En augmentation

ÉVOLUTION ATTENDUE DE L'ACTIVITÉ POUR LES 6 PROCHAINS MOIS



ACTIVITÉ

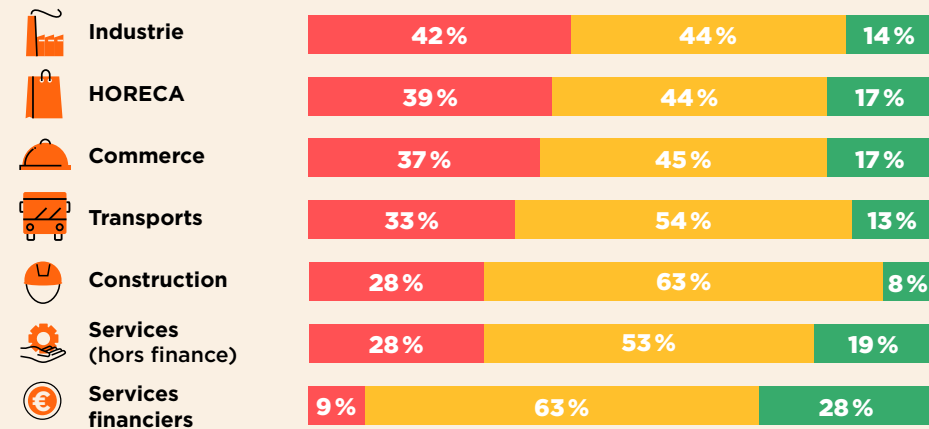
EVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PAR SECTEUR

Au cours des 6 derniers mois, les baisses d'activité ont surtout touché l'industrie (42% des entreprises de ce secteur ont constaté une baisse, alors que 22% l'avaient anticipée au 1^{er} semestre), l'**HORECA** (39% contre 17%) et le **commerce** (37% contre 22%).

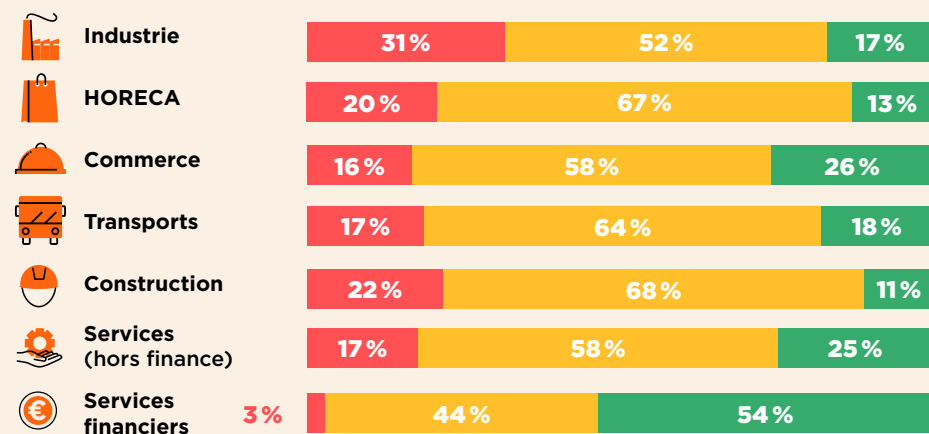
A l'inverse, le secteur financier a mieux résisté que prévu : seulement 9% des entreprises ont enregistré une baisse (contre 16% l'ayant anticipé). Toutefois, la part des entreprises ayant connu une hausse de leur activité est restée en deçà des attentes (28% contre 35%), en raison d'une forte proportion d'entreprises dont l'activité est restée stable (63%).

L'évolution attendue de l'activité pour les six prochains mois est plus optimiste : la part des entreprises anticipant une baisse recule dans tous les secteurs. Le **secteur des services financiers se démarque avec 54% des dirigeants s'attendant à une hausse**, tandis que l'**industrie reste exposée**, avec 31% anticipant un recul de leur activité.

EVOLUTION RÉELLE DE L'ACTIVITÉ AU COURS DES 6 DERNIERS MOIS



EVOLUTION ATTENDUE DE L'ACTIVITÉ AU COURS DES 6 PROCHAINS MOIS



■ En diminution ■ Stable ■ En augmentation

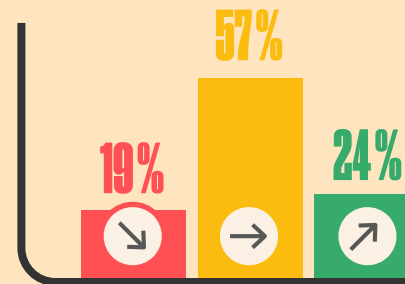
VENTES NATIONALES

Les perspectives pour le chiffre d'affaires provenant des ventes nationales (CA national) en 2026 s'améliorent. 57% des entreprises prévoient une stabilité (niveau le plus élevé depuis 2020), tandis que la part anticipant une baisse de leur CA national recule pour la première fois depuis 2023 (passant de 26% à 19%). Un quart des dirigeants s'attend à une hausse, un taux stable depuis 2024.

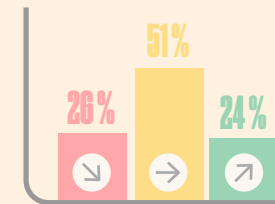
Seuls l'**HORECA** et les **transports** s'attendent globalement à une dégradation de leur CA national en 2026 par rapport à 2025. **Dans les autres secteurs, la tendance est à la stabilisation, avec néanmoins une forte amélioration pour l'industrie, la construction et le secteur de l'énergie. Les services financiers restent les plus résilients** : 42% des entreprises interrogées anticipent une hausse de leur CA national (retrouvant le niveau de 2023), contre seulement 5% une baisse (niveau le plus faible jamais enregistré).

EVOLUTION ATTENDUE DU CHIFFRE D'AFFAIRES NATIONAL

POUR 2026



POUR 2025



EXPORTATIONS

18% des entreprises interrogées exportent des biens ou services en 2025, un niveau stable depuis 2023. Les principaux secteurs exportateurs sont l'**industrie** (64%), les **transports** (40%), l'**énergie** (40%) et le **commerce** (32%).

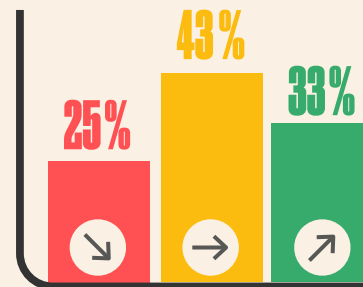
Pour 2026, 43% des entreprises exportatrices prévoient un **chiffre d'affaires à l'exportation** (CA à l'exportation) stable (contre 55% en 2025), un tiers anticipent une hausse (+7 points), et un quart une baisse (+6 points).

L'industrie affiche une nette amélioration : 34% des exportateurs industriels s'attendent à une augmentation en 2026 (contre 15% en 2024). **Les services** (financiers ou non) **se redressent également, avec 54% des dirigeants anticipant une hausse de leur CA à l'exportation.**

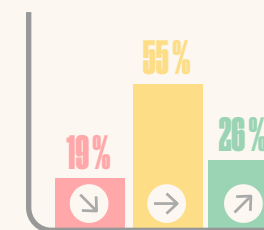
En revanche, celui des entreprises exportatrices de **transport** devrait se dégrader en 2026 (25% s'attendant à un recul, contre 13% en 2025), tout comme celui des entreprises exportatrices de l'**HORECA** (26% s'attendant à un recul, contre 17% en 2025).

EVOLUTION ATTENDUE DU CHIFFRE D'AFFAIRES À L'EXPORTATION parmi les 18% d'entreprises exportatrices fin 2025

POUR 2026



POUR 2025



■ En diminution ■ Stable ■ En augmentation

18%
d'entreprises
exportatrices
fin 2025





EMPLOI

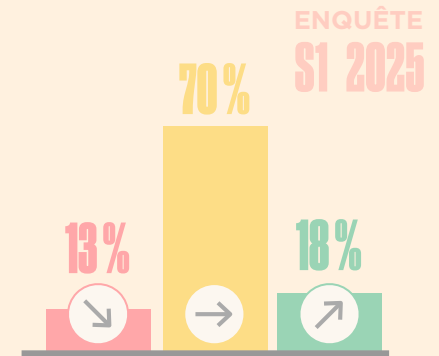
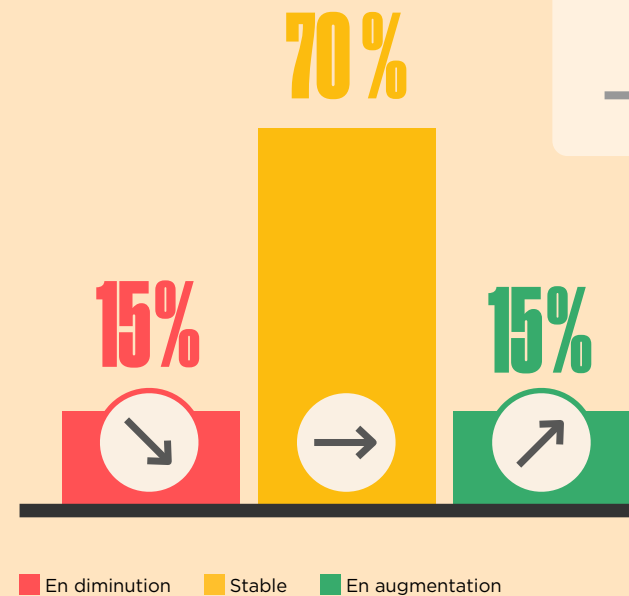
L'effectif des entreprises devrait rester globalement stable, signe d'un essoufflement de la dynamique de création d'emplois.

La stabilité de l'emploi au prochain semestre devrait dominer dans les secteurs des transports, de l'énergie, de l'industrie et des services (financiers ou non), mais les **services financiers** devraient se distinguer : 21% anticipent une augmentation de leur effectif, contre 7% une baisse, indiquant une dynamique positive de création d'emplois.

A l'inverse, **l'emploi au sein de l'HORECA et du commerce semble être confronté à une contraction** : entre 23% et 25% des dirigeants prévoient une réduction de leur effectif, contre seulement 10% à 11% une augmentation.



ÉVOLUTION ATTENDUE DE L'EFFECTIF POUR LES 6 PROCHAINS MOIS



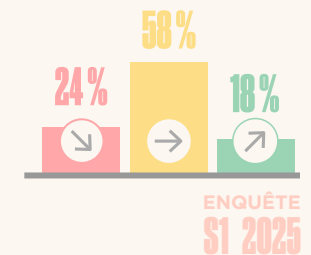
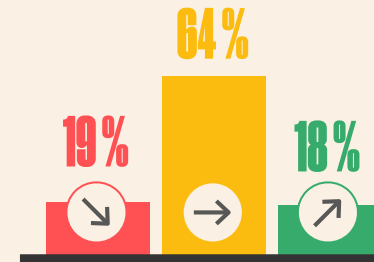
INVESTISSEMENTS

La majorité des entreprises (64%) prévoit de maintenir ses niveaux d'investissements dans les six prochains mois, et ce dans tous les secteurs. 19% anticipent une baisse, le niveau le plus bas depuis début 2023, tandis que la part envisageant une hausse des investissements reste stable à 18% depuis fin 2022. Ces prévisions suggèrent un maintien des investissements à un niveau modéré.

D'un point de vue sectoriel, les prévisions d'investissement sont relativement variables :

- **Services financiers** : se portent le mieux car seulement 6% anticipent une baisse, 21% une hausse.
- **Construction** : dégradation des prévisions par rapport au semestre précédent (9% une hausse, contre 23% une baisse), sans toutefois atteindre les faibles niveaux enregistrés depuis 2023.
- **Industrie et services non financiers** : tendance à la stabilité, avec quasi autant d'entreprises prévoyant un recul qu'une progression.

ÉVOLUTION ATTENDUE DES INVESTISSEMENTS POUR LES 6 PROCHAINS MOIS



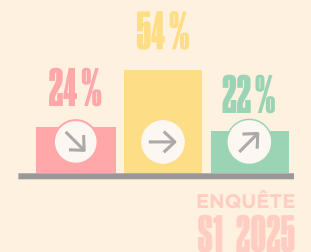
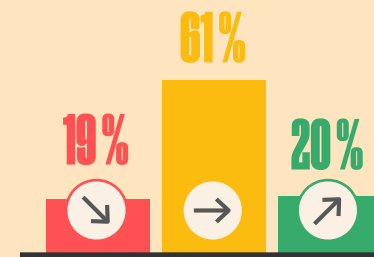
RENTABILITÉ

Tout comme les prévisions d'investissements, celles de rentabilité montrent des signes de stabilisation, une première depuis fin 2022 : 61% s'attendent à un niveau stable (le niveau le plus haut depuis début 2020, et ce dans tous les secteurs), 20% à une amélioration et une part équivalente (19%) à un recul.

De fortes disparités sectorielles sont toutefois visibles :

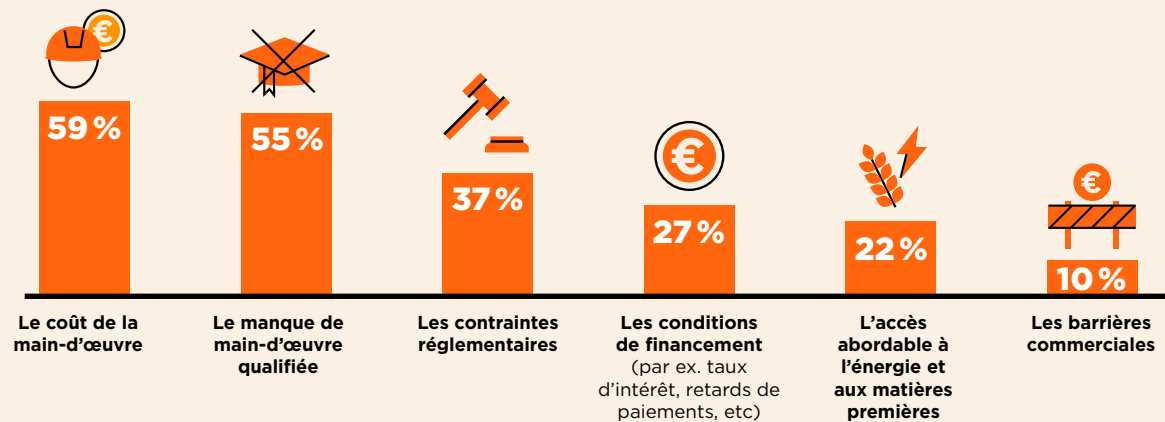
- **Services financiers** : forte amélioration attendue qui permet de retrouver les niveaux d'avant-crise sanitaire, avec 40% anticipant une hausse (contre 30% il y a 6 mois) et seulement 3% une baisse (19% il y a 6 mois).
- **Commerce, HORECA et services non financiers** : une majorité anticipe une stabilisation, et quasi autant d'entreprises prévoient un recul ou une progression.
- **Energie** : forte dégradation attendue avec 29% anticipant une baisse.
- **Construction et industrie** : stabilisation attendue par rapport au semestre précédent, bien que depuis fin 2022, deux fois plus d'entreprises prévoient une baisse qu'une hausse.

ÉVOLUTION ATTENDUE DE LA RENTABILITÉ POUR LES 6 PROCHAINS MOIS

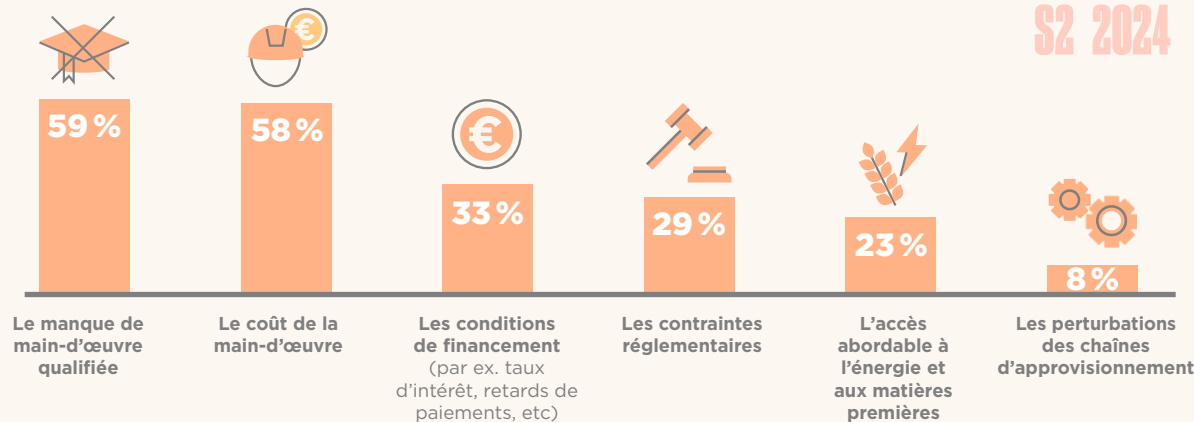


DÉFIS

LES DÉFIS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES ENTREPRISES POUR 2026*



LES DÉFIS POUR 2025



ENQUÊTE
S2 2024

Depuis 2019, le coût du travail et le manque de main-d'œuvre qualifiée sont les deux principaux défis cités. Ces enjeux, avec respectivement 59% et 55% de citations, sont à nouveau prioritaires pour tous les secteurs en 2026, sauf pour **les services financiers et l'énergie, où 84% des entreprises redoutent en priorité les contraintes réglementaires**. Ce défi progresse de 8 points en un an, tous secteurs confondus, illustrant l'impact croissant de la **surréglementation**, notamment européenne, sur les entreprises. Une évolution préoccupante, surtout au regard des objectifs affichés par le Gouvernement en matière de simplification administrative.

Le secteur **HORECA** se montre moins préoccupé (9%) par les **nouvelles réglementations et obligations** qui pourraient l'impacter (p.ex. en matière de gestion des déchets), que par **l'accès abordable à l'énergie et aux matières premières** (56%, contre 50% en 2025), une inquiétude partagée par 39% des **industriels** (47% en 2025), et 22% de **l'ensemble des secteurs**.

La part des entreprises préoccupées par les **conditions de financement** recule à 27% (contre 33% en 2025), avec une inquiétude plus marquée dans la **construction** (35%), toutefois bien moins prononcée que pour 2025 (46%).

Enfin, **les barrières commerciales**, notamment les annonces de Donald Trump lors des derniers mois, **ne semblent a priori pas être au centre des préoccupations des entreprises, face aux autres enjeux menaçant leur activité**. Seules 10% les voient comme un grand défi pour 2026.

Comparer ces défis avec ceux des entreprises européennes en cliquant [ici](#)



*Selon la liste de défis proposée par l'European Economic Survey (pour l'édition 2026)



ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

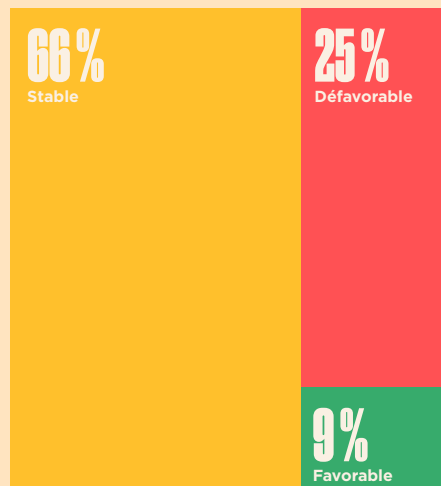
L'environnement économique devrait avoir en 2026 un impact similaire sur les entreprises à celui de 2025, selon les chefs d'entreprise.

25% d'entre eux anticipent une influence défavorable en 2026, soit plus que les 12% affichés avant la crise sanitaire, mais cette proportion diminue régulièrement depuis le pic de 45% au moment de la crise énergétique.

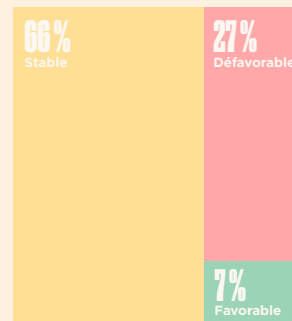
Des disparités sectorielles sont toutefois visibles :

- **Industrie** : seulement 3% des dirigeants prévoient une influence favorable, le niveau le plus bas de tous les secteurs.
- **Commerce, construction et HORECA** : secteurs les plus inquiets face à l'impact de l'environnement économique sur leur activité.
- **Services financiers et énergie** : restent proportionnellement les moins inquiets face à l'influence de l'environnement (18%, respectivement 0% s'attendent à une influence négative), malgré leurs craintes faces aux contraintes réglementaires exprimées à la question précédente.

INFLUENCE ATTENDUE DE L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE SUR LES ENTREPRISES EN 2026

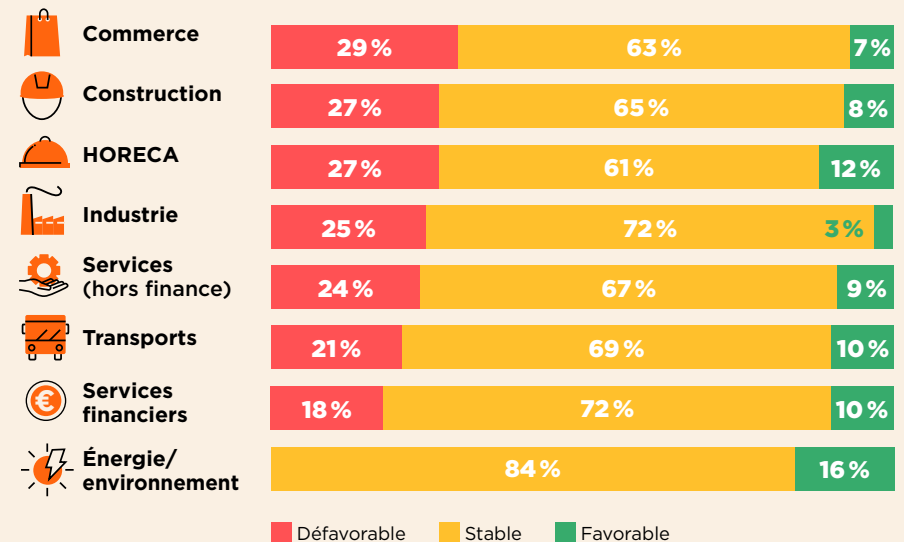


EN 2025



ENQUÊTE
S2 2024

INFLUENCE ATTENDUE DE L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE SUR L'ENTREPRISE EN 2026, PAR SECTEUR

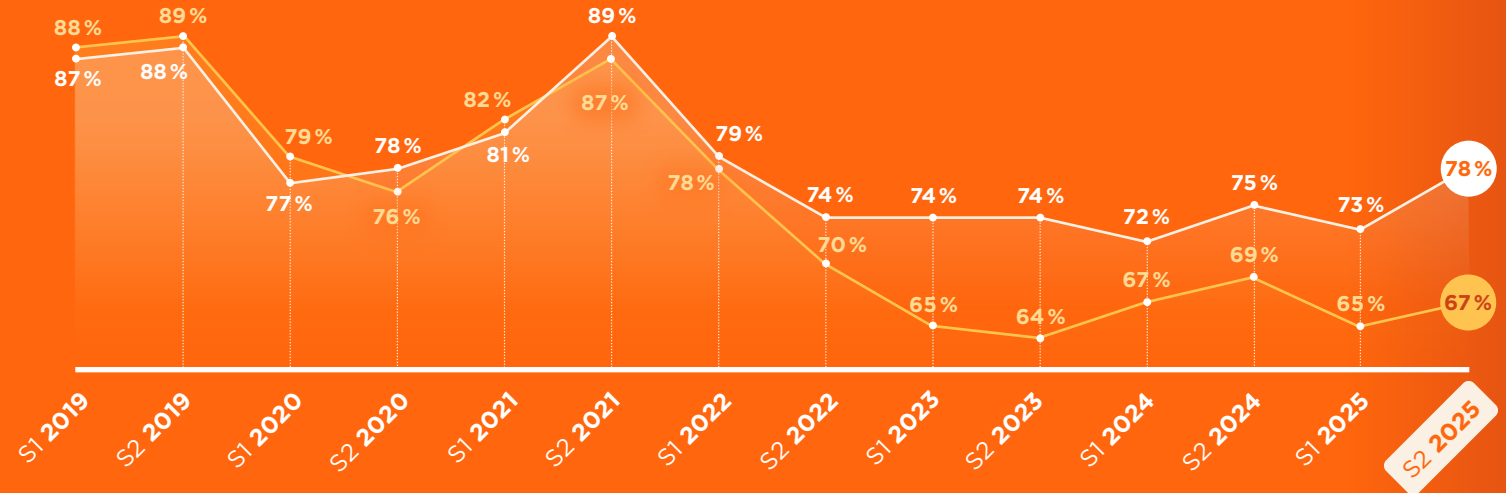




CONFIANCE

EVOLUTION DU % DE CHEFS D'ENTREPRISE CONFIANTS OU TRÈS CONFIANTS DANS L'AVENIR... (2-3 ANS)

— ... de leur entreprise
— ... de l'économie luxembourgeoise



SENTIMENT DE CONFIANCE DANS L'AVENIR À MOYEN TERME DE L'ENTREPRISE ?

78% des entreprises se disent confiantes ou très confiantes quant à leur avenir à moyen terme (2 à 3 ans), soit le niveau le plus élevé depuis début 2022 (79%). Quelques constats sectoriels sont toutefois marquants :

- » **HORECA et transports** : leur niveau de confiance reste le plus faible parmi l'ensemble des secteurs, avec 70% se déclarant confiants ou très confiants.
- » **Services financiers** : forte progression à 89% (+14 points en 6 mois).
- » **Industrie** : stabilisation au-dessus de la barre des 80% depuis le début de l'année, après la forte chute de confiance depuis 2022.



6%



72%



19%



2%

SENTIMENT DE CONFIANCE DANS L'AVENIR À MOYEN TERME DE L'ÉCONOMIE LUXEMBOURGEOISE ?

La confiance dans l'économie reste nettement plus basse, creusant un écart de 11 points avec la confiance dans l'entreprise, le plus important depuis 2019. Cet écart, apparu depuis la crise énergétique, confirme que **les entreprises croient davantage en leur propre résilience qu'en celle de l'économie luxembourgeoise, indiquant qu'elles ne craignent pas d'impact majeur de l'environnement économique sur leur pérennité.**

La confiance dans l'économie luxembourgeoise stagne depuis 3 ans à un niveau relativement bas (67%), contrastant fortement avec les quelques 90% observés en 2019 et 2021.

Au niveau sectoriel, la confiance s'établit à des niveaux très divers, allant de 56% pour l'**HORECA** à 77% pour les **services financiers** et l'**énergie**.



4%



63%



30%



4%

■ Très confiant ■ Confiant ■ Peu confiant ■ Pas du tout confiant

FOCUS THÉMATIQUE » INCERTITUDES ÉCONOMIQUES ET GÉOPOLITIQUES

» TOP 3 DES RISQUES REDOUTÉS

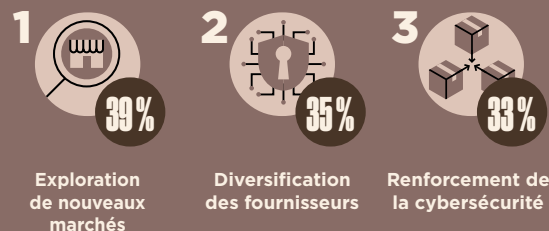


Malgré les incertitudes,

58%

des entreprises ne pensent **pas annuler ou différer leurs projets d'investissement**

» TOP 3 DES MESURES D'ANTICIPATION OU D'ATTÉNUATION PRISES OU ENVISAGÉES



67%

des entreprises **n'ont pas mis en œuvre de mesures d'anticipation ou de gestion des incertitudes**

« Les entreprises naviguent dans un climat d'incertitudes économiques et géopolitiques où l'adaptation devient une condition de survie. »

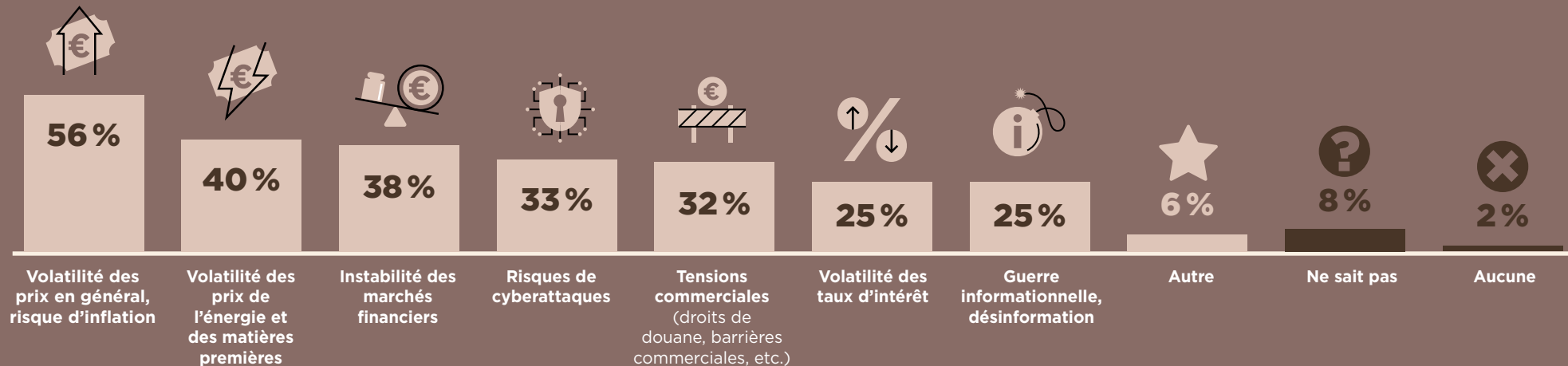
Inflation, volatilité des marchés financiers, tensions commerciales et risques de cyberattaques : ces menaces pèsent sur l'activité et la rentabilité de 82% des entreprises, dont près d'un tiers redoute un impact fort. Les secteurs les plus exposés sont le transport, l'HORECA et la construction, tandis que le secteur financier reste relativement résilient et proactif.

Malgré ce contexte, 58% des entreprises maintiennent leurs projets d'investissement, notamment stratégiques, mais la prévisibilité réglementaire demeure un point crucial : 61% en ont besoin pour décider, et 41% souhaitent une bonne prévisibilité à moyen terme (de 1 à 5 ans).

Pour s'adapter, les stratégies varient : exploration de nouveaux marchés (39%), diversification des fournisseurs (35%) et cybersécurité accrue (33%, notamment plébiscitée par les services). Les freins à la mise en œuvre de telles mesures d'adaptation persistent toutefois : manque de ressources humaines (41%), de moyens financiers (30%) et de compétences (29%). Enfin, l'accès à une information claire et à des analyses sectorielles ciblées figurent parmi les soutiens les plus attendus.

IMPACT DES INCERTITUDES ÉCONOMIQUES ET GÉOPOLITIQUES

RISQUES REDOUTÉS POUVANT AFFECTER L'ACTIVITÉ DES ENTREPRISES DANS LES 6 À 12 MOIS



Les incertitudes économiques et géopolitiques pèsent directement ou indirectement sur l'activité des entreprises :

- Le **risque d'inflation** inquiète plus de la moitié des entreprises, notamment dans l'HORECA (73%), le commerce (67%) et la construction (57%). Dans l'industrie, 69% redoutent une hausse des **prix de l'énergie et des matières premières**.
- L'**instabilité des marchés financiers** préoccupe 80% des dirigeants du secteur financier.
- Les **risques de cyberattaques** sont jugés élevés dans les secteurs de l'énergie (68%) et de la finance (66%), et non négligeables dans ceux des services non financiers (38%) et du commerce (35%).
- Les **tensions commerciales** risquent essentiellement d'impacter les secteurs de l'énergie (68%), financier (43%), du commerce (41%) et industriel (39%).
- La **volatilité des taux d'intérêt** menace particulièrement les entreprises financières (53%) et de construction (35%).

Malgré les incertitudes économiques et géopolitiques, 58% des entreprises prévoient de maintenir leurs projets d'investissements, tandis que 26% des chefs d'entreprises sont encore indécis.

Des différences sectorielles sont toutefois notables. Parmi les plus marquantes :

- 24% des entreprises de l'**HORECA** ont ou prévoient de suspendre ou de reporter des investissements, 40% les maintiennent, et 36% n'ont pas encore tranché.
- À l'inverse, les **services financiers** et le secteur de l'**énergie** comptent le plus d'entreprises ayant décidé de maintenir leurs projets (71%).

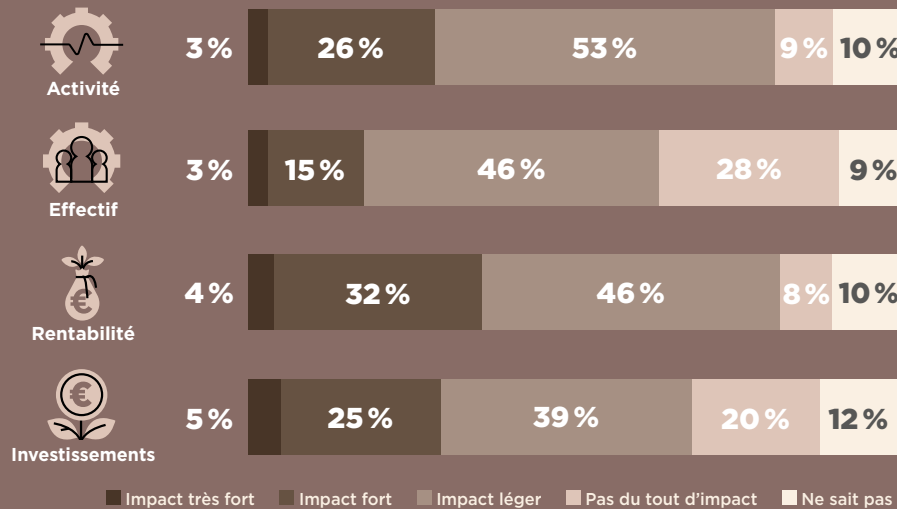
LES ENTREPRISES ONT-ELLES OU PRÉVOIENT-ELLES D'ANNULER OU DE DIFFÉRER DES PROJETS D'INVESTISSEMENTS EN RAISON DES INCERTITUDES ?



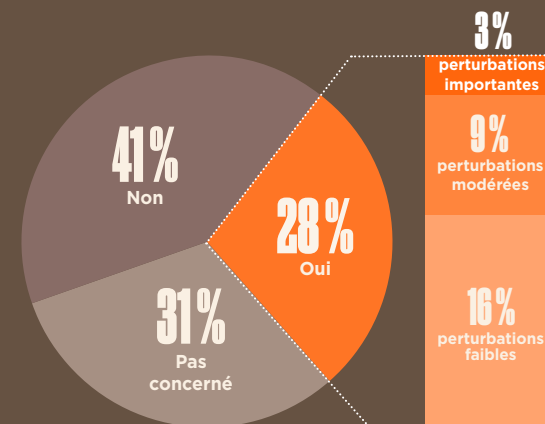
IMPACT DES INCERTITUDES ÉCONOMIQUES ET GÉOPOLITIQUES

DEGRÉ D'IMPACT ANTICIPÉ SUR L'ACTIVITÉ, L'EMPLOI, LA RENTABILITÉ ET LES INVESTISSEMENTS

(dans les 6 à 12 mois à venir)



LES ENTREPRISES ONT-ELLES SUBI DES PERTURBATIONS LOGISTIQUES AU COURS DES 6 DERNIERS MOIS ?



28%

des entreprises ont subi des **perturbations logistiques** au cours des 6 derniers mois

82% des entreprises s'attendent à un impact (léger, fort ou très fort) des incertitudes actuelles sur leur activité ou leur rentabilité, dont près d'un tiers (29% sur l'activité et 36% sur la rentabilité) un impact fort ou très fort.

Les effets sur les quatre indicateurs clés varient toutefois selon les secteurs, bien que de manière générale, **le secteur des transports apparaît le plus vulnérable :**

- **Activité** : les transports (37% anticipent un impact fort ou très fort) et l'HORECA (34%) semblent les plus exposés.
- **Effectif** : les transports (29%) et l'industrie (24%) prévoient des ajustements, tandis que 51% du secteur financier n'anticipent aucun impact.
- **Rentabilité** : l'HORECA (52%), la construction (42%) et les transports (40%) sont les plus inquiets.
- **Investissements** : la construction (42%) et les transports (37%) se montrent prudents, le secteur financier un peu moins (20%).

Parmi les entreprises qui dépendent des chaînes logistiques (près de 70% des répondants), 59% (donc 41% de tous les répondants) n'ont pas subi de perturbations au cours du dernier semestre, tandis que 41% en ont subi (soit 28% des entreprises répondantes), dont 17% des perturbations modérées ou importantes.

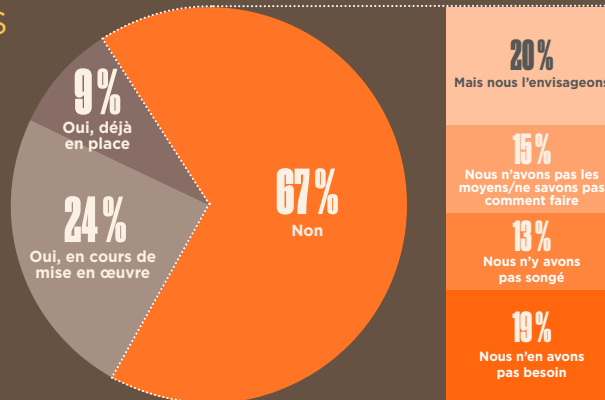
Les secteurs les plus touchés sont le commerce (51% des entreprises du secteur qui dépendent de la logistique) **et les transports** (57% des entreprises du secteur qui dépendent de la logistique), mais la majorité des perturbations reste modérée ou faible.

A noter que les secteurs de services sont moins concernés par les chaînes logistiques (approvisionnement, transport, stockage).

La somme des pourcentages peut être supérieure ou inférieure à 100% en raison d'arrondis.

ADAPTATION FACE AUX INCERTITUDES ÉCONOMIQUES ET GÉOPOLITIQUES

LES ENTREPRISES ONT-ELLES MIS EN PLACE DES MESURES POUR ANTICIPER OU GÉRER LES INCERTITUDES ?



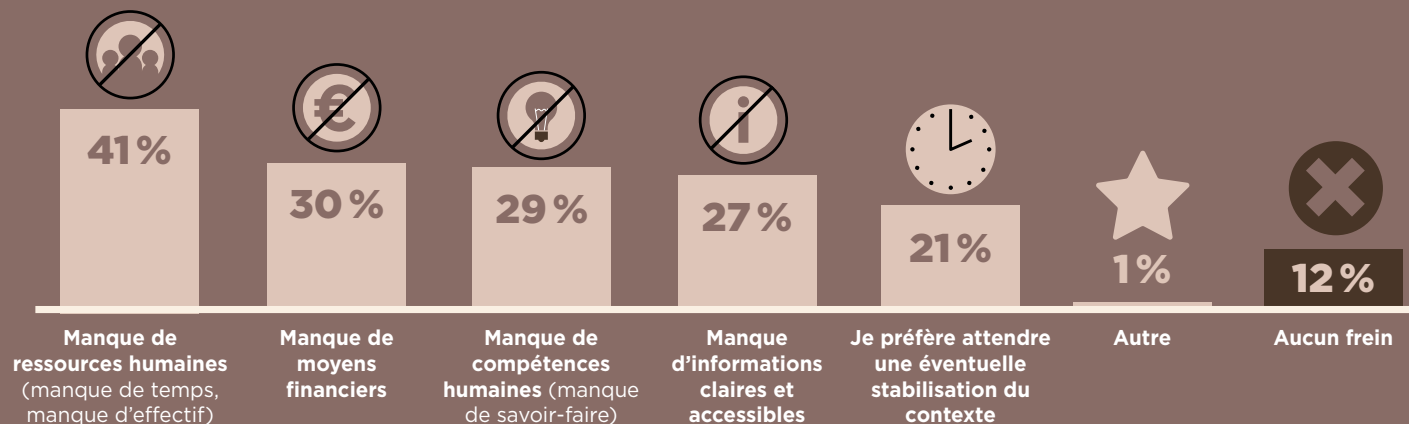
33%

des entreprises ont déjà ou sont en train de **mettre en œuvre des mesures** pour anticiper ou gérer les incertitudes.



LES FREINS DES ENTREPRISES À LA MISE EN PLACE DE MESURES

Parmi les 59 % d'entreprises qui déclarent être en cours de mise en place de mesures, envisagent de le faire ou ayant déclaré ne pas avoir les moyens



Le secteur financier semble être le plus **proactif en ce qui concerne la gestion des incertitudes**. 27% du secteur a déjà mis en place des mesures d'anticipation ou de gestion, et 21% sont en train d'en mettre en place.

Sur les 67% qui n'ont pas pris de mesures :

- **20% envisagent de le faire** (surtout dans la construction (25%), les transports (24%) et l'HORECA (22%)).
- **15% n'ont pas les moyens ou ne savent pas comment faire** (21% des transports, 20% de l'industrie, contre 10% des services financiers).
- **13% n'y ont pas pensé** (surtout les petites entreprises, 19% de la construction, 18% de l'HORECA).
- **19% n'en ont pas besoin** (seulement 10% de l'industrie et 11% de l'HORECA).

Le **manque de ressources humaines est le principal frein des entreprises à la mise en place de mesures (41%)**, notamment dans le commerce (56%) et l'HORECA (48%).

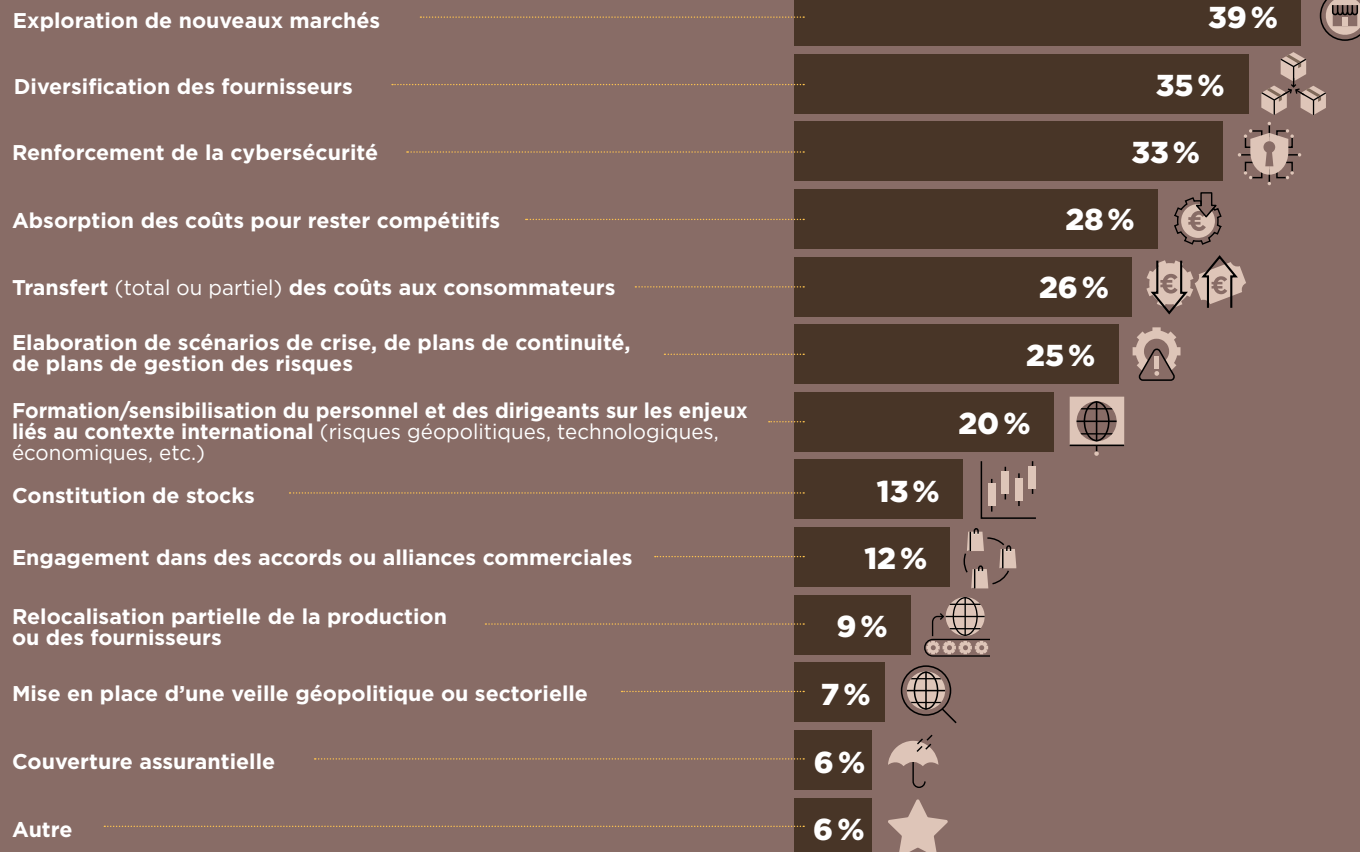
Près d'un tiers des entreprises évoquent également le **manque de moyens financiers** (dont 34% de l'HORECA), le **manque de compétences humaines** (surtout l'HORECA avec 43%), ou le **manque d'informations claires et accessibles** (en particulier les transports avec 38%).

Enfin, **certaines entreprises préfèrent attendre une stabilisation du contexte (21%)** : la construction (31%), l'industrie (28%) et les transports (27%). Le secteur financier semble rencontrer le moins de freins (21%).

ADAPTATION FACE AUX INCERTITUDES ÉCONOMIQUES ET GÉOPOLITIQUES

MESURES D'ANTICIPATION ET DE GESTION DES INCERTITUDES PRISES PAR LES ENTREPRISES

Parmi les 53 % d'entreprises qui ont déclaré mettre ou avoir mis en place des mesures, ou qui envisagent de le faire.



L'exploration de nouveaux marchés est la principale mesure d'anticipation prise par les entreprises (39%), suivi par la diversification des fournisseurs (35%) :

➤ **Exploration de nouveaux marchés** : 64% de l'industrie, 49% des transports, 45% du commerce, 44% de la construction et 43% des services financiers (contre seulement 11% de l'HORECA).

➤ **Diversification des fournisseurs** : 60% de l'HORECA, 49% des transports, 48% de la construction, 45% de l'industrie et 40% du commerce, mais seulement 10% des services financiers.

La cybersécurité figure parmi les mesures jugées indispensables par un tiers des entreprises, et même en tête pour les services : 80% des entreprises du secteur de l'énergie, 67% des services financiers et 38% des services non financiers.

Les stratégies d'adaptation varient toutefois fortement selon le secteur. Par exemple :

➤ 43% des industriels absorbent les coûts pour rester compétitifs,

➤ 55% des entreprises de l'HORECA annoncent répercuter partiellement ou totalement la hausse des coûts sur les consommateurs.

➤ 53% des services financiers préparent des scénarios de crise, et 31% d'entre eux misent sur la formation et la sensibilisation du personnel aux enjeux internationaux.

SOUTIEN ATTENDU POUR FAIRE FACE AUX INCERTITUDES ÉCONOMIQUES ET GÉOPOLITIQUES

Accès à une information claire et actualisée
(sur les sanctions internationales, les restrictions sectorielles, etc.)

Accès à des analyses sectorielles ciblées et à des scénarios d'impact économique
(pour anticiper les chocs)

Mise en relation / partage de bonnes pratiques avec d'autres entreprises

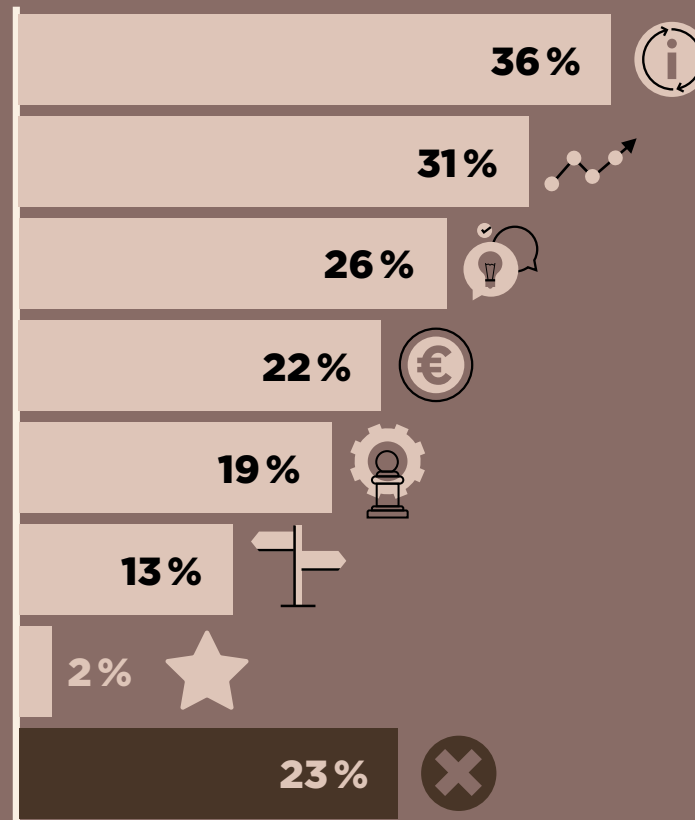
Accès à des sources de financement diversifiées et rapidement accessibles

Accompagnement stratégique
(p.ex. en gestion de risques)

Outils d'aide à la décision

Autre

Aucun



Près d'un quart des entreprises (23%) n'attend aucun soutien externe face aux incertitudes économiques et géopolitiques, en particulier les transports (30%) et l'HORECA (29%).

Néanmoins, l'accès à une information claire et actualisée est attendu par 36% des entreprises, en particulier par les services financiers (50%), l'industrie (42%) et les transports (40%). Notons que **plus l'entreprise est grande, plus elle plébiscite une telle mesure.**

Parmi les autres mesures proposées :

- Près d'un tiers des entreprises (31%) souhaiteraient **avoir accès à des analyses sectorielles ciblées et à des scénarios d'impact économique** (40% du commerce, 39% des services financiers).
- L'accès à des financements diversifiés et rapides n'est souhaité que par 22% des entreprises, principalement l'HORECA (28%).

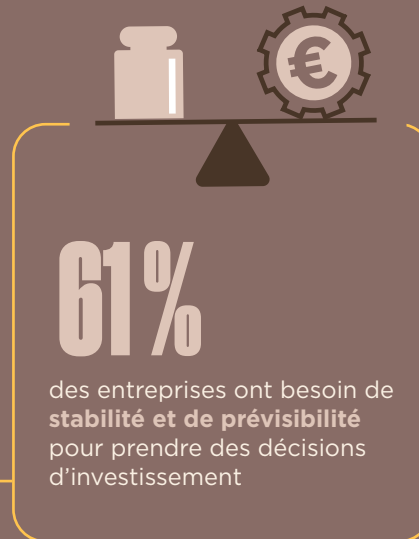
A noter que **68% du secteur de l'énergie réclame des outils d'aide à la décision**, le type de soutien pourtant le moins plébiscité par les autres secteurs.

STABILITÉ DU CADRE RÉGLEMENTAIRE

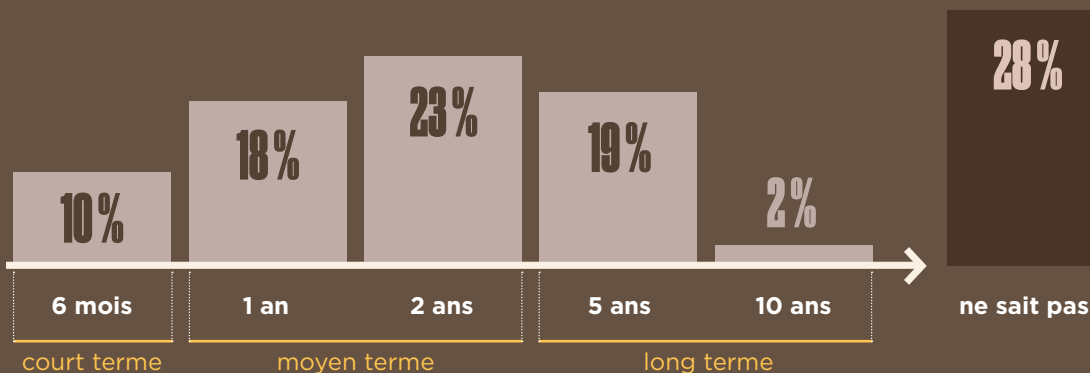
DANS QUELLE MESURE STABILITÉ ET PRÉVISIBILITÉ DU CADRE RÉGLEMENTAIRE* INFLUENCENT-ELLES LES DÉCISIONS D'INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES ?



*durée d'application d'une législation/réglementation



PRÉVISIBILITÉ MINIMALE NÉCESSAIRE AUX ENTREPRISES POUR ENGAGER UN INVESTISSEMENT STRATÉGIQUE



La stabilité et la prévisibilité du cadre économique et réglementaire peut influencer les décisions d'investissement stratégique des entreprises.

61% déclarent avoir besoin de cette prévisibilité, dont 20% pour qui elle exerce une influence forte. Ce besoin est particulièrement marqué dans deux secteurs :

- Les **services financiers** : 83%, dont 48% indiquant une forte influence.
- L'**industrie** : 77%, dont 26% indiquant une forte influence.

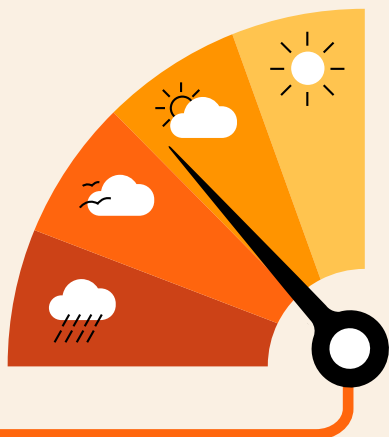
A noter toutefois que pour 20% des entreprises, une telle prévisibilité n'est pas jugée nécessaire pour engager un investissement stratégique.

Très peu d'entreprises (10%) estiment qu'une prévisibilité à court terme (au moins 6 mois) suffit pour engager un investissement stratégique.

La plus grande part des entreprises (41%) juge qu'une prévisibilité à moyen terme (au moins 1 ou 2 ans) est nécessaire. Cette tendance se retrouve dans tous les secteurs (de 38% à 43% selon le secteur).

Une prévisibilité à long terme (au moins 5 ans) est indispensable pour 21% des entreprises interrogées, dont seulement 2% au-delà de 10 ans. Ce besoin est particulièrement marqué dans le secteur de l'**énergie** (61%) dont les investissements sont quasi intégralement de long terme, suivi des **services financiers** (33%) et du **commerce** (27%).

Enfin, 28% des entreprises ne savent pas quelle prévisibilité minimale leur est nécessaire pour engager un investissement stratégique, un résultat particulièrement élevé dans les transports (39%) et l'HORECA (36%).



Cette 14^{ème} édition du Baromètre de l'Économie repose sur les réponses recueillies auprès de 757 entreprises d'au moins 6 salariés, soit un taux de réponse de 36%. Les résultats ont été pondérés de manière à être représentatifs de l'économie luxembourgeoise.

L'enquête a été réalisée par l'institut ILRES, sous la direction de la Chambre de Commerce, du 15 septembre au 3 octobre 2025. La Chambre de Commerce en a assuré l'analyse.

Le Baromètre de l'Économie est conduit semestriellement, au printemps et à l'automne.

Consultez l'ensemble des résultats depuis 2019 via le nouvel outil de visualisation interactif sur cc.lu

